



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

congrès des maires de France
Question au Gouvernement n° 1420

Texte de la question

CONGRÈS DES MAIRES DE FRANCE

M. le président. La parole est à M. Raphaël Schellenberger, pour le groupe Les Républicains.

M. Raphaël Schellenberger. Monsieur le Premier ministre, il y a exactement un an, le 23 novembre 2017, le Président de la République a pris un engagement clair, simple et facile à tenir : être présent chaque année devant le congrès des maires de France pour lui rendre des comptes. (*« Eh oui ! » sur les bancs du groupe LR.*) Une année aura donc suffi pour qu'une fois de plus une promesse ne soit pas tenue. (Mêmes mouvements.)

Par cette attitude méprisante vis-à-vis des maires, le Président de la République méprise la démocratie locale. Par cette attitude méprisante vis-à-vis des maires, le Président de la République méprise l'État, car les maires assurent quotidiennement, sur tout le territoire national, la représentation de l'État, outre l'accès à un vrai service de proximité.

M. Patrick Hetzel. Très juste !

M. Éric Straumann. C'est vrai !

M. Raphaël Schellenberger. Au contraire, chacun de vos ministres incarne l'abandon des territoires. En voici des exemples issus du vécu des maires de ma circonscription. Mme Buzyn laisse les élus apprendre par la presse la fermeture de la maternité de Thann, sans aucune explication ni aucun dialogue. M. Blanquer organise sous couvert d'une pseudo-posture managériale la fermeture forcée d'écoles (M. Jean Lassalle applaudit), comme à Roggenhouse, faisant disparaître de nos villages ce pilier de la République qu'est l'institution scolaire. Mme Belloubet, dans le cadre du projet de loi de réforme de la justice, est en train de poser les bases de la fermeture des tribunaux d'instance. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR et parmi les députés non inscrits.*) Ces exemples concrets, dont chacun des territoires que nous représentons vivent l'équivalent, conduisent au ras-le-bol exprimé par les maires et à l'explosion du nombre de démissions d'élus municipaux.

La réalité, monsieur le Premier ministre, c'est que le Président de la République s'est progressivement coupé du quotidien des Français et qu'un contact avec les maires qui connaissent parfaitement ce quotidien lui ferait trop mal.

M. Éric Straumann. Bravo !

M. Patrick Hetzel. Il a raison !

M. Raphaël Schellenberger. Il est bien plus simple de garder ses distances en écrivant une lettre et en invitant

ces élus engagés et respectueux des institutions de la République à un apéritif sous les ors du Palais de l'Élysée.

Monsieur le Premier ministre, quand tiendrez-vous réellement votre promesse ? Quand soutiendrez-vous vraiment les élus locaux et leurs territoires ? (Applaudissements sur les bancs du groupe LR et parmi les députés non inscrits.)

M. le président. *La parole est à M. le secrétaire d'État auprès du Premier ministre, porte-parole du Gouvernement. (Exclamations sur les bancs du groupe LR.)*

M. Éric Straumann. *Le ministre du diesel et des cigarettes !*

M. Benjamin Griveaux, *secrétaire d'État auprès du Premier ministre, porte-parole du Gouvernement. Monsieur le député Schellenberger, vous êtes un jeune parlementaire, après avoir été le plus jeune maire de votre département, mais vous maîtrisez à merveille les plus vieilles ficelles de la politique ! (Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM. – Protestations sur les bancs du groupe LR et parmi les députés non inscrits.) Stop à la démagogie ! Stop au mépris ! Car avec ce genre de caricature, ce sont ceux que vous prétendez défendre que vous méprisez, monsieur le député !*

M. Patrick Hetzel et M. Éric Straumann . *C'est vous la caricature !*

M. Benjamin Griveaux, *secrétaire d'État. Les maires de France, qui sont à l'avant-garde de la République, qui absorbent les colères sociales, les angoisses de nos concitoyens et leurs inquiétudes légitimes depuis de très nombreuses années, méritent mieux que le débat politicien dans lequel vous voulez nous emmener !*

M. Éric Straumann. *Il est où, Macron ?*

M. le président. *Monsieur Straumann, s'il vous plaît !*

M. Benjamin Griveaux, *secrétaire d'État. Le Président de la République, vous le savez, a la plus grande considération pour les maires de France. (Exclamations sur les bancs du groupe LR.) Il est cet après-midi avec le bureau de l'Association des maires de France, qu'il reçoit à l'Élysée pour pouvoir, comme il s'y est engagé, lui rendre des comptes.*

M. Éric Straumann. *Une garden-party !*

M. Benjamin Griveaux, *secrétaire d'État. Ce soir, à l'Élysée, qui est la maison de la République, donc celle des maires de France, plus d'un millier d'entre eux viendront échanger avec le Président de la République.*

M. Éric Straumann. *Après qu'il leur a téléphoné !*

M. Benjamin Griveaux, *secrétaire d'État. Et je vais vous faire une confidence, monsieur le député : il n'y aura pas de claque organisée dans cette salle à l'Élysée ; les questions y seront librement posées. (M. Jacques Marilossian applaudit.) Ce que nous disent les maires est très éloigné de la caricature que vous en donnez sur ces bancs : ce que nous disent les maires, c'est qu'ils paient aujourd'hui le gel des dotations auquel vous avez procédé et leur baisse lorsque le précédent gouvernement était aux responsabilités ! (Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM. – Protestations sur les bancs des groupes LR et SOC.)*

M. le président. *S'il vous plaît !*

M. Benjamin Griveaux, *secrétaire d'État . Voilà ce que vous disent les maires de la République, monsieur le député ! Pour bien entendre, il faut savoir écouter : je vous invite à ouvrir grand les oreilles à la détresse sincère des maires ! (Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.)*

M. Éric Straumann. « Qu'ils viennent me chercher ! »

M. le président. *Mes chers collègues, il est tout de même curieux qu'il suffise d'évoquer la fonction de maire, la plus noble parmi beaucoup, pour susciter aussi peu d'écoute, de respect et de civisme ! (Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.) Je vous demande une nouvelle fois d'écouter respectueusement les orateurs qui interrogent le Gouvernement et les membres du Gouvernement qui leur répondent. (Protestations sur les bancs du groupe LR.)*

Données clés

Auteur : [M. Raphaël Schellenberger](#)

Circonscription : Haut-Rhin (4^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1420

Rubrique : Communes

Ministère interrogé : Porte-parole du Gouvernement

Ministère attributaire : Porte-parole du Gouvernement

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [22 novembre 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [22 novembre 2018](#)